



UTigroup.
COMPTES CONSOLIDES
AU
31 DECEMBRE 2004

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2004

ACTIF (en milliers d'euros)	EXERCICE 31-déc-04	EXERCICE 31-déc-03
ACTIF IMMOBILISE		
Ecarts d'acquisition <u>et</u>	-15 274	-17 496
<u>Immobilisations incorporelles</u>	<u>15 895 624</u>	<u>18 162 666</u>
Immobilisations corporelles	218	309
Immobilisations financières	450	389
SOUS-TOTAL ACTIF IMMOBILISE	16 564	18 860
ACTIF CIRCULANT		
Stocks et en-cours	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	64	61
Clients et comptes rattachés	1 270	1 851
Autres créances et comptes de régularisation	1 681	2 132
Valeurs mobilières de placement	14	144
Disponibilités	814	354
SOUS-TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 842	4 542
	0	0
TOTAL GENERAL ACTIF	20 406	23 402

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2004

PASSIF (en milliers d'euros)	EXERCICE 31-déc-04	EXERCICE 31-déc-03
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital social	1 350	1 325
Prime d'émission, fusion	14 288	14 244
Réserve report à nouveau	(12 389)	(13 430)
Réserves	(4 043)	(13 430)
Résultat consolidé / part du groupe	(4 043)	1 041
SOUS-TOTAL CAPITAUX PROPRES	(794)	3 180
<u>INTÉRÊTS MINORITAIRES</u>		
	(2)	(1)
SITUATION NETTE	(796)	3 179
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>		
	1 154	562
<u>DETTES</u>		
Emprunts obligataires	895	917
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 376	2 009
Emprunts et dettes financières divers	2 735	2 706
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	265	219
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 493	3 550
Dettes fiscales et sociales	8 257	6 802
Autres dettes et comptes de régularisation	4 026	3 458
SOUS-TOTAL DETTES	20 048	19 961
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	20 406	23 402

Mis en forme : Centré

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2004

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en milliers d'euros)	31-déc-04	31-déc-03
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires	31 588	36 856
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		9
Reprise sur amortissements-, provisions et transferts de charges	665	529
Autres produits	339	2
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	32 592	37 396
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats consommés	386	522
Achats d'études et de prestations de services	2 786	3 453
Autres achats et charges externes	4 497	4 813
Impôts et taxes	904	807
Charges de personnel	23 099	26 756
Dotation aux amortissements et aux provisions	893	349
Dotation charges à répartir	203	221
Autres charges d'exploitation	620	160
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	33 387	37 081
RESULTAT D'EXPLOITATION	(795)	315
Produits financiers	178	15
Charges financières	728	754
RESULTAT FINANCIER	(550)	(739)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	(1 345)	(424)
Produits exceptionnels	111	3 084
Charges exceptionnelles	535	239
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(424)	2 845
Impôts sur les résultats	53	
Impôt différé		
RESULTAT NET, AVANT AMORT. DES ECARTS D'ACQUISITION	(1 822)	2 421
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	2 222	1 381
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(4 044)	1 040
Part revenant aux minoritaires	(1)	1
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	(4 043)	1 041
Résultat par action	(0,56)	0,16
Résultat dilué par action	(0,56)	0,15

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

Nature des flux en K€	31-déc-04 en K€	31-déc-03 en K€
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>		
Marge Brute d'Autofinancement	(1 334)	(175)
Variation du BFR	1 959	926
Total	625	751
<i>Flux de trésorerie liés aux investissements</i>		
Acquisitions d'immobilisations	(142)	(381)
Cessions d'immobilisations	70	76
Incidence des variations de périmètre	0	0
Total	(72)	(305)
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Augmentations de capital en numéraire	0	0
Acquisition titres propres	0	0
Emissions d'emprunts	0	610
Remboursement d'emprunts	(586)	(1 572)
Total	(586)	(962)
<i>Variation de trésorerie</i>		
	(33)	(516)
<i>Trésorerie ouverture</i>	(1 771)	(1 255)
<i>Trésorerie clôture</i>	(1 804)	(1 771)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1 Principaux événements survenus depuis le 1^{er} janvier 2004 et événements postérieurs à la clôture

1.1 Restructuration de la dette financière

Les comptes consolidés du Groupe UTI GROUP. clos au 31 décembre 2004 ont été arrêtés, conformément au principe comptable de continuité, après prise en considération des éléments suivants, à savoir :

1. Malgré une baisse du chiffre d'affaires due principalement aux réductions d'effectifs enregistrées au cours de l'année 2004, l'exploitation du groupe est en nette amélioration. En effet, les efforts entrepris ont permis notamment de réduire le taux d'inter contrat pour les 5 premiers mois de l'année 2005 de façon significative. Par ailleurs les mesures d'économie entreprises au dernier trimestre 2004 et au premier trimestre 2005 marquent leurs premiers effets :
 - Réduction des coûts locatifs par abandon du 6^{ème} étage de Levallois ;
 - Réduction des charges administratives par le départ du Directeur Administratif et Financier et une réorganisation des services administratifs et comptables ;
 - Réduction du poste honoraires du Groupe.

Ces différents éléments représentent une économie annuelle substantielle, évaluée dans une fourchette comprise entre 500 000 € et 900 000 € par les dirigeants du groupe.

2. La signature le ~~13-16~~ juin 2005 d'un protocole sous conditions résolutoires prévoyant l'entrée au capital de la Société d'un investisseur à hauteur d'1 million d'euros en numéraire (nominal et prime d'émission) par voie d'augmentation de capital ainsi que le rééchelonnement des concours bancaires court et moyen terme de la Société UTI GROUP.

Ce protocole sera soumis à l'homologation de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Nanterre qui devra être obtenue le 7 juillet 2005 au plus tard le 21 juin 2005.

Aux termes de ce protocole, l'investisseur s'est engagé, sous la condition de l'obtention de cette homologation et dès réalisation de celle-ci, à racheter les 1 472 304 bons de souscription d'actions UTI group.détenus par la Société Générale au prix convenu avec ladite banque et à exercer l'intégralité desdits bons de souscription en actions. Cette opération représente une augmentation de capital en numéraire (nominal et prime d'émission) de 574 190,56€.

L'investisseur s'est également engagé à verser, dès émission des actions nouvelles résultant de l'exercice des bons rachetés, la somme de 425 801,44€ en compte courant bloqué au sein de la Société UTI GROUP., laquelle sera destinée à réaliser une augmentation de capital devant intervenir au plus tard le ~~31 décembre 2005~~28 février 2006. Les modalités de cette opération sont à l'étude par le conseil d'administration de la Société.

Ce protocole prévoit par ailleurs la transformation de tous les concours bancaires court terme de la Société UTI GROUP en concours moyen terme avec une franchise de remboursement de capital jusqu'au 30/06/2006 suivie d'un échelonnement des remboursements sur une période de 42 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2009 dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2009 et une franchise quant au remboursement du capital jusqu'au 30 juin 2006. Les concours

moyen terme de la Société UTI GROUP. sont quant à eux rééchelonnés avec une échéance commune fixée au 31 décembre 2009 et une franchise de remboursement du capital pour l'ensemble de ces concours jusqu'au 30 juin 2006.

Par ailleurs, UTI Group. SA a obtenu les moratoires suivants :

- en juin 2004, auprès du trésor public, un moratoire sur la dette de TVA pour un montant de 1.670 k€ sur une période de 36 mois,
- en février 2005, auprès de l'URSSAF, un moratoire sur une partie de la dette née du contrôle URSSAF intervenu au cours de l'exercice 2004, pour un montant de 150 k€ sur une période de 12 mois,
- en mars 2005, auprès de la caisse du groupe Humanis, un moratoire sur la dette de cotisations de retraite 2004 pour un montant de 403 k€ sur une période de 5 mois.

De même la société UTI Group.Est a obtenu un moratoire en août 2004, auprès du trésor public, sur la dette de TVA pour un montant de 94 k€ sur une période de 6 mois ;

D'autre part, les mesures de rationalisation se sont poursuivies en province et plus particulièrement dans la région Est. L'activité de cette région a été confiée à Madame Florence TOUSSAINT qui avait déjà la charge de la région Rhône Alpes. La direction des affaires régionales est donc totalement regroupée. La Belgique est définitivement fermée et le Luxembourg est complètement rationalisé.

1.2 Emprunt obligataire et bons de souscription d'actions

Il restait 43.037 obligations au 1^{er} janvier 2004. La société UTIgroup. a procédé au rachat de 36 obligations au cours de l'exercice 2004.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2004, il a été demandé la conversion en actions de 965 obligations.

Au 31 décembre 2004, il restait en circulation 42.036 obligations.

Au cours de l'exercice 2004, 124.569 actions ont été créées consécutivement à la souscription de bons de souscription d'actions.

Les principales conséquences de la conversion des obligations et de la souscription des BSA sur les comptes de l'exercice 2004 ont été les suivantes :

- ⇒ Enregistrement de l'augmentation de capital de 193 euros correspondant à la création de 965 actions d'une valeur nominale de 0,2 euro.
- ⇒ Constatation dans les capitaux propres d'une prime de conversion de 20.361,50 euros.
- ⇒ Enregistrement en produit d'une reprise de la provision pour soultte à payer de 2.503 euros.
- ⇒ Enregistrement de l'augmentation de capital relative à la souscription des bons de souscriptions d'actions pour un total de 48.581,91 euros se décomposant pour 24.913,80 euros en augmentation de capital et pour 23.668,11 euros en prime de conversion.

Les 965 obligations converties au cours de l'exercice 2004 conduisent à la création de 3.860 bons de souscription d'action. Ces bons de souscriptions d'actions arrivent à échéance au 31 mars 2008 et le prix d'exercice a été fixé à 0,39 €. Il reste au 31 décembre 2004, 1.619.335 BSA en circulation. Le tableau présenté infra résume la situation au 31 décembre 2004 :

Nature	Quantités attribuées	Options exercées	Quantités restantes à fin décembre 2004	Date de limite des levées	Prix d'exercice	Effet dilutif potentiel
BSA	1 752 064	132 729	1 619 335	31-mars-08	0,39 € / BSA	19,35%
Obligations			42 036	1-janv-20	21,3 € / Oblig	0,62%

1.3 Actions propres

Au 31 décembre 2004, la société UTIgroup. ~~possédait~~possédait :

- 43.307 de ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples pour 148 K€, comptabilisées en titres immobilisés ; ces titres sont dépréciés à hauteur de 125 K€ ; en consolidation, ces titres ont été imputés sur les capitaux propres consolidés et la provision n'affecte pas le résultat consolidé ;
- 279.0975 actions dans le cadre du contrat de liquidité permettant la régularisation du cours de bourse pour 14 K€, comptabilisées en valeurs mobilières de placement ; ces actions ainsi que le résultat de cession sont maintenus dans les comptes consolidés.

1.4 Options de souscription d'actions

Nature	Exercices	Quantité attribuée	Options exercées	Options devenues caduques	Quantités restantes 31/12/04	Date limite des levées	Prix d'exercice	Effet dilutif potentiel
Stock option	2000	42 000	18 000	6 000	18 000	3-janv-05	3,66 € / action	
	2001	36 000		18 000	18 000	30-sept-06	2,68 € / action	
	2002	9 000			9 000	12-févr-07	1,37 € / action	
Total	Total	87 000	18 000	24 000	45 000			0,66%

Mis en forme : Police :10 pt

Mis en forme : Normal, Sans numérotation ni puces

1.5 Ecarts d'acquisition

La société UTIgroup a procédé à la revue de l'estimation de la valeur des fonds de commerce acquis au cours de l'exercice 2000 dans le cadre du rachat du groupe TMA-RMH et des titres UTIgroup.Est détenus par UTIgroup. SA. Ces évaluations ont conduit à la constatation d'un amortissement exceptionnel afin de ramener leur montant à leur juste valeur. Le calcul de cette juste valeur repose sur la détermination et l'actualisation des cash flows générés par l'activité. Ces calculs reposent sur les prévisions établies au niveau du groupe.

L'impact dans les comptes consolidés de ces dépréciations est la suivante :

- amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition TMA-RMH : 650 K€
- amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition UTIgroup.Est : 500 K€

1.6 Contrôle URSSAF

Au cours de l'exercice 2004, la société a fait l'objet d'un contrôle URSSAF pour la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2003. Celui-ci a abouti à un redressement à hauteur de 191 k€ (y compris majorations) entièrement pris en charge à la clôture.

2 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation **Principes comptables**

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés au 31 décembre 2004 et 2003 sont établis en conformité avec la méthodologie des comptes consolidés issue du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

2.2 Modalités de consolidation

2.2.1 Méthodes de consolidation

Les comptes annuels des sociétés consolidées, sont retraités afin de présenter un ensemble homogène. Les éléments réciproques et notamment les abandons de créances entre sociétés du groupe ont été éliminés. Les dividendes versés par les filiales sont retraités.

2.2.2 Ecarts d'acquisition

L'écart de première consolidation représente la différence entre la valeur d'acquisition des participations dans les sociétés consolidées et la quote-part dans la situation nette de ces sociétés à la date de prise de participation. Ces écarts non affectés sont amortis sur une durée de 20 ans, ils peuvent le cas échéant faire l'objet d'un amortissement exceptionnel afin de ramener leur montant à leur juste valeur. Le calcul de cette juste valeur repose sur la détermination et l'actualisation des cash flows générés par l'activité. Ces calculs reposent sur les prévisions établies au niveau du groupe.

2.2.3 Méthode de conversion

L'ensemble des filiales du périmètre appartenant à la zone Euro les comptes sont intégrés en Euros.

2.2.4 Dates de clôture

Toutes les sociétés du groupe UTIgroup- clôturent leur exercice social au 31 décembre.

2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent :

- ⇒ de logiciels acquis ou créés amortis selon le mode linéaire sur une durée de 1 à 5 ans,
- ⇒ de fonds de commerce acquis qui ne sont pas amortis.
- ⇒ de fonds de commerce résultant de l'affectation des écarts d'acquisition, amortis sur une durée de 20 ans. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant d'un amortissement exceptionnel.

2.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminé selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	<i>Durée</i>	<i>Méthode</i>
Agencements aménagements des constructions	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	Dégressif
Matériel de bureau	5 à 8 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

2.3.3 Stocks

Le stock de marchandises est valorisé au coût d'achat diminué des remises accordées par les fournisseurs.

2.3.4 Reconnaissance des revenus

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux.

Les résultats sur les travaux réalisés au forfait sont appréhendés en fonction de l'avancement des projets concernés.

Le cas échéant, les contrats au forfait déficitaires donnent lieu à la constatation d'une provision pour perte à terminaison.

2.3.5 Impôt sur les bénéfices

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables, selon la méthode du report variable. Le taux d'impôt utilisé est le taux d'impôt applicable lors du reversement des différences temporaires, tel qu'il résulte des lois et règlements en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

Les actifs nets d'impôts différés ne sont pas constatés lorsque leur réalisation future présente un caractère aléatoire.

2.3.6 Indemnité de départ à la retraite

Compte tenu de l'âge moyen des salariés du groupe et du taux de turn-over de la profession, les montants représentatifs des droits acquis en matière d'indemnités de départ à la retraite ne sont pas significatifs et donc n'ont pas fait l'objet d'une provision, ni dans les comptes individuels, ni dans les comptes consolidés.

Le montant pour chacune des sociétés du groupe est présenté en engagement financier hors bilan (note 4.6).

2.3.7 Créances et dettes en monnaies étrangères

Les créances et dettes en monnaies étrangères existant à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. Les gains ou pertes de change résultant de cette conversion sont enregistrés en résultat.

2.3.8 Comptabilisation des stocks options accordés aux salariés

Le 8 octobre 1999 un plan concernant des options de souscription d'actions a été mis en place au profit des dirigeants sociaux et de certains salariés du groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIgroup. dans la limite de 3% du capital.

2.3.9 Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale de l'entreprise.

2.3.10 Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires (stock options, obligations convertibles et bons de souscription d'actions).

2.3.11 Provisions pour risques et charges

Elles sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours au 31 décembre 2004 rendent probables.

Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources.

Un litige oppose actuellement la société à un client au titre de prestations réalisées au forfait. Dans le cadre de ce litige la société a obtenu la nomination d'un expert dont les conclusions sont attendues sur 2005. Une provision a été constituée en fonction de l'estimation des risques potentiels encourus.

Par ailleurs, dans le cadre du rachat par UTIgroup. des sociétés TMA-RMH, une partie du prix de cession a été payé, aux vendeurs, moyennant 212 340 titres UTIgroup. avec une clause de garantie de cours à 23.33 euros maximum par action. Cet engagement était assujéti à plusieurs conditions suspensives.

En l'absence de réalisation des conditions requises dans le délai contractuel, les dirigeants d'UTIgroup. ont considéré cet engagement comme caduque. Cependant, les bénéficiaires de la garantie ont assigné UTIgroup. le 22 juillet 2002, en exécution du contrat évoqué supra. La procédure est toujours en cours au 31 décembre 2004.

En outre, la société est également en litige avec les anciens dirigeants et animateurs de sa filiale UTIgroup.Est. La société a intenté une action devant une juridiction pénale à l'encontre de ces personnes. Ces mêmes personnes ont, pour leur part, intenté des actions devant les juridictions prud'homales de Metz et Boulogne.

2.4 Méthodes préférentielles

2.4.1 Engagements de retraite

Ces engagements figurent en engagement hors bilan et sont évalués selon les principes indiqués au 2.3.6.

2.4.2 Opérations de location financement

Ces opérations non significatives ne sont pas retraitées.

2.4.3 Enregistrement des produits à l'avancement

| Les contrats au forfait sont traités en application de la méthode à l'avancement ~~efcf.~~ 2.3.4.

2.4.4 Traitement des écarts de conversion

Ces écarts sont traités selon la méthode décrite en 3.1.

3 Informations relatives au périmètre de consolidation

3.1 Principes

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement à plus de 40% par la société UTIgroup. SA sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dont le pourcentage détenu est compris entre 20 et 40% sont mises en équivalence.

Les sociétés détenues à moins de 20% ne sont pas consolidées.

3.2 Liste des sociétés consolidées par intégration globale

	% contrôle	% intérêt
S.A. UTIgroup. 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret	100%	100%
S.A. UTIgroup.Est ZAC d' Augny 57 685 Augny	99.74%	99.74%
S.A.R.L. UTIgroup.Luxembourg 400, route d'Esch L~1471 Luxembourg	100%	99.74%
S.A. UTIgroup.Rhones-Alpes 113, rue Marietton 69 009 Lyon	100%	100%

3.3 Liste des sociétés consolidées par intégration proportionnelle

Néant

3.4 Liste des sociétés consolidées par mise en équivalence

Néant

3.5 Comparabilité des comptes

Les comptes présentés sont à périmètre comparable.

4 Commentaires sur les comptes consolidés – Postes du bilan

4.1 Immobilisations

4.1.1 Ecarts d'acquisition *et immobilisations incorporelles*

Ecarts d'acquisition

Valeurs brutes (K€)

	31-déc-03	Augmentation	Diminution	31-déc-04
Écart d'acquisition TMA	26 676			26 676
Écart d'acquisition UTIgroup.Rhones-Alpes	2 634			2 634
Écart d'acquisition UTIgroup.Est	1 530			1 530
Fonds de commerce	748		(22)	726
Autres immobilisations incorporelles	1 095	12	(214)	893
Avances et acomptes sur immo incorporelles	7		(7)	0
Total valeur brute :	32 690	12	(243)	32 459

Amortissements

Amortissement de l'écart d'acquisition TMA	(12 258)	(1 530)		(13 788)
Amort. de l'écart d'acq. UTIgroup.Rhones-Alpes	(774)	(115)		(889)
Amort.de l'écart d'acq. UTIgroup.Est	(312)	(577)		(889)
Amortissement du fonds de commerce	(93)	(19)		(112)
Amortissement autres immo. incorporelles	(1 091)	(9)	214	(886)
Total amortissement :	(14 528)	(2 250)	214	(16 564)

Valeur nette

	18 162	(2 238)	(29)	15 895
--	--------	---------	------	--------

Les écarts d'acquisition TMA et UTI Group. Est ont fait l'objet d'un amortissement complémentaire respectivement de 650 k€ et 500 k€. Des explications détaillées sur ces amortissements figurent au point 1.5

4.1.2 Immobilisations incorporelles

Mis en forme : Police :10 pt

Mise en forme : Puces et numéros

Valeurs brutes (K€)

	31-déc-03	Augmentation	Diminution	31-déc-04
Fonds de commerce	748		(22)	726
Autres immobilisations incorporelles	1 095	12	(214)	893
Avances et acomptes sur immo. incorporelles	7		(7)	0
Total valeur brute :	1 850	12	(243)	1 619

Amortissements

Amortissement du fonds de commerce	(93)	(19)		(112)
Amortissement autres immo. incorporelles	(1 091)	(9)	214	(887)
Total amortissement :	(1 184)	(28)	214	(998)

Valeur nette

	666	(16)	(29)	621
--	-----	------	------	-----

Les mouvements sur les autres immobilisations incorporelles concernent les logiciels, les mises au rebut représentant un montant de 214 K€.

Mis en forme : Police :10 pt

4.1.34.1.2 Immobilisations corporelles

Mise en forme : Pucés et numéros

Valeurs brutes (K€)

	31-déc-03	Augmentation	Diminution	31-déc-04
Matériel & outillages	4		(1)	3
Autres immobilisations corporelles	1 482	40	(580)	942
Total valeur brute :	1 486	40	(581)	945

Amortissements

Amortissement du matériel et outillages	(4)		1	(3)
Amortissement des autres immo. Corporelles	(1 173)	(118)	567	(724)
Total amortissement :	(1 177)	(118)	568	(727)

Valeur nette

	309	(78)	(13)	218
--	------------	-------------	-------------	------------

4.1.44.1.3 Immobilisations financières

Mise en forme : Pucés et numéros

Valeurs brutes (K€)

	31-déc-03	Augmentation	Diminution	31-déc-04
Participations non consolidées	17			17
Prêts au personnel et autres	169	73		242
Dépôts et cautionnements	205	17	(29)	193
Total valeur brute :	391	90	(29)	452

Provisions

Provision sur participations non consolidées	(2)			(2)
Total amortissement :	(2)	0	0	(2)

Valeur nette

	389	90	(29)	450
--	------------	-----------	-------------	------------

4.2 Tableau de variation des capitaux propres (part du groupe)

En K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
Situation au 31 décembre 2001	1 236	5 021	(104)	(1 231)	4 922
Affectation du résultat			(1 231)	1 231	0
Autres mouvements			37		37
Résultat de la période				(12 131)	(12 131)
Situation au 31 décembre 2002	1 236	5 021	(1 298)	(12 131)	(7 172)
Affectation du résultat			(12 131)	12 131	
Variation du capital UTIgroup.	89	9 223			9 312
Résultat de la période				1 041	1 041
Situation au 31 décembre 2003	1 325	14 244	(13 430)	1 041	3 180
Affectation du résultat			1 041	(1 041)	
Variation du capital UTIgroup.	25	44			69
Résultat de la période				(4 043)	(4 043)
Situation au 31 décembre 2004	1 350	14 288	(12 389)	(4 043)	(794)

La variation du capital d'UTIgroup. correspond à la conversion en action des obligations convertibles et à la souscription des bons de souscription d'action évoqués au point 1.1.

4.3 Tableau de variation des provisions

(K€)	31-déc-03	Augmentation	Diminution	31-déc-04
<u>Provision pour risques</u>				
Provision pour litiges prud'homaux	198	557	(38)	717
Provision pour litiges commerciaux	248		(22)	226
Provision pour risques et charges divers	116	184	(89)	211
Total	562	741	(149)	1 154
<u>Provision pour dépréciation</u>				
Sur comptes clients	872	32	(488)	416
Sur autres actifs circulants	171		(171)	0
Total	1 043	32	(659)	416
Total des provisions	1 606	773	(808)	1 571

Ventilation des dotations et reprises :

- Exploitation	748	(637)	
- Financières		(171)	
- Exceptionnelles	25		

Les reprises de provision pour risques et charges correspondent à une utilisation de 47 k€ sur l'exercice.

4.4 Echéances des créances et des dettes

Etat des créances (en K€)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<u>De l'actif immobilisé</u>			
Prêts	242		242
Autres immobilisations financières	193	8	186
<u>De l'actif circulant</u>			
Avances et avoirs à recevoir	59	59	
Clients et comptes rattachés	1 686	1 686	
Personnel et comptes rattachés	90	90	
Créances sur organismes sociaux	34	34	
Impôts sur les bénéficiaires	0	0	
Autres impôts et taxes	493	493	
Taxe sur la valeur ajoutée	135	135	
Débiteurs divers	480	480	
Charges constatées d'avance	317	317	
Total	3 730	3 302	428

Le montant des dépréciations pour créances douteuses s'élève à 416 K€ au 31 décembre 2004. Ainsi, le poste « clients et comptes rattachés » ci-dessus apparaît pour un montant brut de 1.686 K€ alors qu'il figure à l'actif circulant pour un montant net de provision de 1.270 K€.

Etat des dettes (en K€)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	895			895
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	1 376	1 206	170	
Emprunts et dettes financières diverses	2 735	2 435	300	
Avances et acomptes reçus	265	265		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 493	2 493		
Personnel et comptes rattachés	1 307	1 307		
Sécurité sociale & organismes sociaux	2 252	2 252		
Impôts sur les bénéfices	5	5		
Taxe sur la valeur ajoutée	3 465	3 465		
Autres impôts et taxes	1 228	1 228		
Autres dettes	3 264	3 047	217	
Produits constatés d'avance	763	763		
Total	20 048	18 466	687	895

4.5 Impôts sur les résultats

Les sociétés UTIgroup., UTIgroup.Rhône-Alpes, UTIgroup.Est, ont opté pour l'intégration fiscale à compter du 1 janvier 2003.

Eu égard aux résultats dégagés par le groupe UTIgroup. au 31 décembre 2004, la situation fiscale différée du group intégré se présente comme suit :

(K€)	31-déc-04	31-déc-03
<u>Impôt différé actif net</u>		
UTIgroup. Intégration fiscale	4 506	3 343
UTIgroup.Luxembourg / Belgique	192	150
Total	4 698	3 493
<u>Impôt différé passif</u>		
UTIgroup. Intégration fiscale	0	0
Total	0	0
Impôt différé actif net	4 698	3 493

Dans le respect du principe de prudence, cet actif net d'impôt différé de 4.698 K€ n'a pas été constaté car sa réalisation future présente un caractère aléatoire.

La charge d'impôt figurant dans les comptes consolidés, soit 53 K€, correspond à des impositions forfaitaires annuelles perdues.

|

4.6 Engagements hors bilan

UTIgroup.	Montant en K€
Engagements donnés :	
Effets escomptés non échus	1 107
Engagement en matière de retraite	70
Autres engagements donnés :	
- Nantissement jusqu'en 2005 de 9 993 titres UTIgroup.Rhones-Alpes au profit d'établissements financiers *	425
- Nantissements divers au profit d'établissements financiers **	274
Baux immobiliers	3 499
Baux mobiliers et crédit-baux	115
Total engagements donnés	5 490

* *Crédit du Nord, CEPME, Société générale, NSM et BICS*

** *GE Capital*

UTIgroup.Est	Montant en K€
Effets escomptés non échus	127
Avals & cautions	19
Engagement en matière de retraite	3
Autres engagements donnés :	
- Nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public	1 413
Baux immobiliers	72
Baux mobiliers et crédit-baux	32
Total engagements donnés	1 667

UTIgroup.Rhones-Alpes	Montant en K€
Effets escomptés non échus	80
Engagement en matière de retraite	-
Baux immobiliers	340
Total engagements donnés	420

UTIgroup.Luxembourg	Montant en K€
Baux immobiliers et crédit-baux	6
Total engagements donnés	6

5 Commentaires sur les comptes consolidés – Postes du compte de résultat

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique

K€	31-déc-04	31-déc-03
Chiffre d'affaires réalisé en France	30 953	35 451
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	635	1 404
Total	31 588	36 855

5.2 Charges de personnel et effectif

K€	31-déc-04	31-déc-03
Effectif moyen	400	479
Effectif de fin de période	352	445

Les charges de personnel afférentes s'élèvent à 23 099 K€ au 31 décembre 2004, pour 26 756 K€ au 31 décembre 2003. Par ailleurs, les rémunérations allouées aux membres des organes du Conseil d'Administration et de direction d'UTIGroup. se sont élevés à 482 K€ (hors frais et avantages en nature) au titre de l'exercice 2004.

5.3 Résultat financier

K€	31-déc-04	31-déc-03
Produits financiers		
Produits des VMP	3	0
Gain de change	2	4
Reprise provision	171	10
Autres produits financiers	3	1
Total des produits	178	15
Charges financières		
Intérêts des emprunts, découverts et factor	(553)	(539)
Perte sur cession de VMP	(173)	0
Perte de change	(1)	(6)
Soulte obligataires	(2)	(208)
Total des charges	(728)	(754)
Résultat financier	(550)	(739)

5.4 Résultat exceptionnel

K€	31-déc-04	31-déc-03
Produits exceptionnels		
Différences de règlements et remboursements divers	0	4
Plus value sur rachat d'obligations	1	0
Produits de cessions des immobilisations	41	47
Produits sur rachats d'obligations	0	3 033
Autres produits exceptionnels	69	0
Total des produits	111	3 084
Charges exceptionnelles		
Pénalités et amendes (dont contrôle URSSAF : 192 K€ et 162 K€ de pénalités pour le moratoire TVA)	(436)	(7)
Indemnités transactionnelles et salariales	0	(37)
Indemnités versées sur litiges commerciaux	0	(56)
VNC des immobilisations cédées	(15)	(70)
Dotations aux amortissements et provisions	(25)	(69)
Autres charges exceptionnelles	(58)	0
Total des charges	(535)	(239)
Résultat exceptionnel	(424)	2 845